

Paris, le 25 JAN. 2021

à

N°6245/SG

Monsieur le ministre de l'Europe et des affaires étrangères,
Madame la ministre de la transition écologique,
Monsieur le ministre de l'économie, des finances et de la relance,
Monsieur le ministre de l'intérieur,
Monsieur le ministre des outre-mer,
Monsieur le ministre des solidarités et de la santé,
Madame la ministre de la mer,
Mesdames et Messieurs les ministres,

Objet : Mesures frontalières mises en œuvre dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire.

Le décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020 a déclaré l'état d'urgence sanitaire sur l'ensemble du territoire de la République à compter du 17 octobre 2020. Il a été prorogé jusqu'au 16 février 2021 inclus, par la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020.

La présente instruction détermine les mesures nationales applicables aux frontières intérieures et extérieures de l'espace européen (États membres de l'Union européenne, Andorre, Islande, Liechtenstein, Norvège, Monaco, Saint-Marin, Vatican et Suisse) en lien avec la lutte contre l'épidémie de covid-19.

Les instructions n° 6179/SG du 14 juin 2020, n° 6204/SG du 15 août 2020 et n°6239/SG du 29 décembre 2020 sont abrogées.

1. Absence de restriction de déplacements et mise en place de mesures sanitaires aux frontières intérieures de l'espace européen

1.1. Absence de restriction en ce qui concerne les motifs de déplacements

Les arrivées en France à une frontière intérieure de l'espace européen ne font pas l'objet de restrictions particulières en ce qui concerne les motifs de déplacement. Ceux-ci n'ont ainsi pas à être justifiés lors du passage de la frontière.

Il est rappelé que la France ayant prolongé la mise en œuvre des contrôles aux frontières intérieures de l'espace européen jusqu'au 30 avril 2021, des contrôles migratoires et sécuritaires continueront d'y être mis en œuvre par les garde-frontières et les forces de sécurité intérieures compétentes.

Le Royaume-Uni ayant définitivement quitté l'Union européenne au 1^{er} janvier 2021, les arrivées depuis ce pays ne sont plus traitées comme faisant partie de l'espace européen. Le régime qui leur est applicable est détaillé en partie 5 de la présente instruction ».

1.2. Mise en place de mesures sanitaires

1.2.1. Mesures générales

Quel que soit le pays de provenance, les personnes présentant des symptômes d'infection à la covid-19 à leur entrée sur le territoire national se verront prescrire, en application de l'article 24 du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 modifié, une mise en quarantaine ou, le cas échéant, le placement et le maintien en isolement par le préfet territorialement compétent.

Au titre des conventions de Vienne sur les relations diplomatiques de 1961 (CVRD) et sur les relations consulaires de 1963 (CVRC), ainsi que des accords sur les privilèges et immunités des organisations internationales ayant leur siège en France, les contrôles sanitaires ne constituent pas une obligation pour les membres de délégation en mission officielle ou personnels de mission diplomatique ou consulaire, ou d'une organisation internationale ayant son siège ou un bureau en France, ainsi que leurs conjoints et enfants.

En application des recommandations internationales (Organisation de l'aviation civile internationale - OACI) et européennes (Agence européenne de la sécurité aérienne – EASA – et Centre européen de prévention et de contrôle des maladies - ECDC), ils ne constituent pas non plus une obligation pour les membres d'équipages ou personnels exploitant des vols passagers et cargo, ou voyageant comme passager pour se positionner sur leur base de départ ou en revenir.

Afin de garantir la continuité du transport de marchandises sur le territoire européen et en application de la doctrine des voies réservées (*Green lanes*) élaborée par la Commission européenne, ils ne constituent pas une obligation pour les professionnels du transport de marchandises, à l'exception temporairement et jusqu'à nouvel ordre de ceux qui proviennent d'Irlande. Le régime applicable à ces derniers est détaillé au point 6 de la présente instruction.

Par ailleurs, en application des articles 6 et 11 du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 modifié, les personnes de onze ans ou plus souhaitant se déplacer par transport maritime ou aérien à destination du territoire métropolitain depuis un pays de l'espace européen présentent à l'embarquement le résultat d'un examen biologique de dépistage virologique réalisé moins de 72 heures avant la traversée ou le vol ne concluant pas à une contamination par le covid-19.

Ces dispositions ne s'appliquent donc pas aux voyageurs se déplaçant par voie terrestre (y compris au transport ferroviaire).

Tout passager quel que soit son âge doit en outre présenter à l'entreprise de transport, avant son embarquement, une déclaration sur l'honneur attestant :

1° Qu'il ne présente pas de symptôme d'infection au covid-19 ;

2° Qu'il n'a pas connaissance d'avoir été en contact avec un cas confirmé de covid-19 dans les quatorze jours précédant la traversée ;

3° S'il est âgé de onze ans ou plus, qu'il accepte qu'un test ou un examen biologique de dépistage virologique de détection du SARS-CoV-2 puisse être réalisé à son arrivée sur le territoire national. Pour l'application du présent 3°, les seuls tests pouvant être réalisés sont ceux permettant la détection de la protéine N du SARS-CoV-2.

À défaut de production de ces documents (résultat d'examen et déclaration sur l'honneur), l'accès au moyen de transport sera refusé.

Pour les mineurs, cette déclaration peut être signée par le représentant légal.

Les passagers arrivant de ces pays peuvent exceptionnellement être autorisés à embarquer s'ils sont munis d'une dispense délivrée par l'ambassade de France ou les consulats généraux français, permettant de les exempter de l'obligation de présentation du résultat d'un examen biologique de dépistage virologique (PCR) réalisé moins de 72 heures avant l'embarquement ne concluant pas à une contamination par la covid-19.

Dans les pays où les tests de dépistage virologique (tests antigéniques) permettant la détection de la protéine N du SARS-CoV-2 sont disponibles, la dispense n'est valable qu'accompagnée du résultat d'un tel test réalisé moins de 72 heures avant l'embarquement et ne concluant pas à une contamination par le covid-19, le résultat devant être présenté à la compagnie de transport avec la dispense.

Les motifs et conditions de la dispense sont les suivants :

1°) Lorsque le passager dispose d'un motif impérieux de voyage et que la production d'un test PCR négatif dans un délai raisonnable au regard de ce motif est objectivement impossible, il est possible d'octroyer une dispense de la production d'un tel test.

Les motifs impérieux de déplacement en France, qui doivent être dûment justifiés et documentés, sont :

- motif médical impérieux lorsque les soins ne sont pas accessibles sur le territoire étranger ;
- impossibilité légale ou économique de rester sur le territoire étranger ;
- protection de l'enfance et la lutte contre les déplacements illicites d'enfants à l'étranger ;
- protections des victimes de violences intrafamiliales.

2°) Dispense en cas de force majeure : en cas de force majeure et lorsque la production d'un test PCR négatif dans un délai compatible avec cette circonstance est objectivement impossible, l'ambassade de France et les consulats généraux français peuvent octroyer une dispense permettant d'éviter l'obligation de présentation du résultat du test.

Les cas de force majeure doivent être dûment justifiés et documentés :

- décès d'un parent en ligne directe ;
- urgence médicale vitale.

Par dérogation, les unités militaires en fin de séjour sur les théâtres étrangers situés dans les pays figurant à l'annexe 2 *bis* du décret du 29 octobre 2020 modifié peuvent se faire tester à leur arrivée sur le territoire national. Les personnels de l'État effectuant des missions liées à l'exercice de prérogative de puissance publique ne pouvant être reportées, répondant à des motifs impérieux et dont l'organisation est incompatible avec les obligations de test et d'isolement imposées par le décret du 29 octobre 2020 modifié peuvent être dispensés du respect de ces obligations.

1.2.2. Mesures spécifiques

Depuis le 19 décembre 2020, les personnes de retour sur le territoire national en provenance d'une des zones accueillant des stations de ski énumérées à l'annexe 2 *quater* du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire font l'objet de mesures spécifiques énoncées à l'article 24 du décret précité.

2. Reconduction aux frontières extérieures de l'espace européen des restrictions de déplacement et renforcement des mesures sanitaires pour les pays extérieurs à l'espace européen

2.1. Limitation des motifs de déplacement

2.1.1. Pays extérieurs à l'espace européen non classés en zone de circulation de l'infection du virus SARS-CoV-2 (« liste verte »)

Les arrivées depuis les pays listés au 2° de l'article 1^{er} de l'arrêté du 10 juillet 2020 modifié¹ ne font l'objet d'aucune restriction, sauf si, durant les trente jours avant son départ, la personne a séjourné dans un pays extérieur à l'espace européen listé en zone de circulation du virus SARS-CoV-2 (cf. 2.1.2).

2.1.2. Pays extérieurs à l'espace européen situés en zone de circulation de l'infection du virus SARS-CoV-2

Toute personne arrivant aux frontières extérieures depuis un pays non inscrit sur la « liste verte » mentionnée en 2.1.1, ou ayant séjourné dans un tel pays durant les trente jours avant son départ, fait l'objet des restrictions énoncées ci-après.

La liste des catégories de personnes autorisées à entrer sur le territoire métropolitain est désormais établie comme suit :

- ressortissant de nationalité française, ainsi que son conjoint (marié, pacsé, concubin sur présentation de justificatifs de communauté de vie) et ses enfants ;

¹ Arrêté du 10 juillet 2020 identifiant les zones de circulation de l'infection du virus SARS- CoV-2.

- ressortissant de l'Union européenne ou ressortissant andorran, islandais, liechtensteinois, monégasque, norvégien, suisse, de Saint-Marin et du Vatican, ainsi que son conjoint (marié, pacsé, concubin sur présentation de justificatifs de communauté de vie) et ses enfants ;
- ressortissant britannique et membres de sa famille bénéficiaires de l'accord de retrait du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord de l'Union européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique ;
- ressortissant de pays tiers, titulaire d'un titre de séjour ou d'un visa de long séjour français ou européen en cours de validité, ayant sa résidence principale en France ou qui rejoint, en transit par la France, sa résidence principale dans un pays de l'Union européenne ou assimilé ;
- ressortissant de pays tiers, en transit de moins de 24 heures en zone internationale ;
- ressortissant de pays tiers, en transit de moins de 24 heures en zone internationale ;
- titulaire de passeport officiel ;
- ressortissant étranger en fonctions dans une mission diplomatique ou consulaire, ou une organisation internationale ayant son siège ou un bureau en France, de même que son conjoint et ses enfants ;
- ressortissant étranger de pays tiers séjournant en France pour motif professionnel impérieux sous couvert d'un ordre de mission émis par l'État d'appartenance ;
- ressortissant étranger séjournant en France sur invitation des autorités françaises dans le cadre d'une action de coopération ;
- professionnel de santé étranger concourant à la lutte contre la covid-19 ou recruté en qualité de stagiaire associé ;
- équipage ou personnel étranger exploitant des vols passagers et cargo, ou voyageant comme passager pour se positionner sur sa base de départ ou se former ;
- ressortissant étranger qui assure le transport international de marchandises ;
- conducteur ou équipier d'autocar ou de train de passagers ;
- membre d'équipage ou personne exploitant un navire de commerce, y compris de croisière, ou de pêche ;
- étudiant titulaire d'un visa de long séjour (VLS), d'un visa de court séjour (VCS) pour études ou pour stages (hors VCS Concours), ou venant pour moins de 90 jours en provenance d'un pays dispensé de VCS, ou mineur scolarisé, justifiant d'un lieu d'hébergement en France ;
- professeur ou chercheur employé ou invité par un établissement d'enseignement ou un laboratoire de recherche français qui se déplace à des fins d'études et d'enseignement ;
- ressortissant de pays tiers disposant d'un VLS « passeport Talent » ou d'un VLS « salarié détaché ICT » ainsi que son conjoint et ses enfants ;
- acteur économique bénéficiaire d'un programme dit de « corridor vert » mis en place entre la France et son pays de résidence ;
- ressortissant de pays tiers se rendant en France pour recevoir des soins dans un établissement hospitalier public ou privé ;
- ressortissant étranger se déplaçant en France dans le cadre de l'exercice d'un droit de garde reconnu par décision de justice ;

- ressortissant d'un pays tiers travailleur humanitaire ou volontaire international.
- ressortissant de pays tiers titulaire d'un visa de long séjour délivré au titre du regroupement familial ou de la réunification familiale des réfugiés, bénéficiaires de la protection subsidiaire et apatrides.

Ces personnes devront être munies d'une attestation de déplacement international dérogatoire dont un modèle est disponible sur le site internet du ministère de l'intérieur. Cette attestation doit être présentée à la compagnie de transport avant le départ et lors des contrôles aux frontières, accompagnée des justificatifs nécessaires. Le défaut de présentation de cette attestation et des justificatifs qui l'accompagne conduira la compagnie à refuser l'accès au moyen de transport ou, le cas échéant, les garde-frontières à prononcer un refus d'entrée.

Les transporteurs internationaux sont dispensés de la présentation de l'attestation nationale et doivent être en possession du modèle d'attestation européenne publiée au Journal officiel de l'Union européenne du 24 mars 2020.

La responsabilité de délivrer des laissez-passer pour entrer sur le territoire métropolitain à des ressortissants étrangers en provenance de pays extérieurs à l'espace européen identifiés comme zones de circulation de l'infection du SARS-CoV-2 ou y ayant séjourné au cours du mois précédant leur départ ne rentrant pas dans la liste des catégories autorisées à entrer sur le territoire national métropolitain mentionnées ci-dessus est exercée par le ministère de l'intérieur (DGEF/DIMM/SDV), le ministère de l'Europe et des affaires étrangères (postes diplomatiques et consulaires) étant responsable de la réception et de l'instruction des demandes, ainsi que de la communication des décisions. Les ressortissants étrangers qui n'appartiennent pas aux catégories dérogatoires précitées et qui doivent se déplacer pour un motif impérieux sont susceptibles de bénéficier de laissez-passer.

2.2. Mesures d'ordre sanitaire

Les mesures décrites ci-après s'appliquent aux frontières extérieures maritimes et aériennes.

Quel que soit le pays de provenance, les personnes présentant des symptômes d'infection à la covid-19 à leur entrée sur le territoire national se verront prescrire, en application de l'article 24 du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 modifié, une mise en quarantaine ou, le cas échéant, le placement et le maintien en isolement par le préfet territorialement compétent.

Au titre des conventions de Vienne sur les relations diplomatiques de 1961 (CVRD) et sur les relations consulaires de 1963 (CVRC), ainsi que des accords sur les privilèges et immunités des organisations internationales ayant leur siège en France, les contrôles sanitaires ne constituent pas une obligation pour les membres de délégation en mission officielle ou personnels de mission diplomatique ou consulaire, ou d'une organisation internationale ayant son siège ou un bureau en France, ainsi que leurs conjoints et enfants.

En application des recommandations internationales (Organisation de l'aviation civile internationale – OACI) et européennes (Agence européenne de la sécurité aérienne – EASA – et Centre européen de prévention et de contrôle des maladies – ECDC), ils ne constituent pas non plus une obligation pour les membres d'équipages ou personnels exploitant des vols passagers et cargo, ou voyageant comme passager pour se positionner sur leur base de départ ou en revenir.

2.2.1. Pays figurant à l'annexe 2 bis du décret du 29 octobre 2020 modifié

En application des articles 6 et 11 du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 modifié, les personnes de onze ans ou plus souhaitant se déplacer par transport maritime ou aérien à destination du territoire métropolitain depuis un pays étranger mentionné sur la liste figurant en annexe 2 bis présentent à l'embarquement le résultat d'un examen biologique de dépistage virologique réalisé moins de 72 heures avant la traversée ne concluant pas à une contamination par le covid-19.

Tout passager quel que soit son âge doit en outre présenter à l'entreprise de transport, avant son embarquement, une déclaration sur l'honneur attestant :

- 1° qu'il ne présente pas de symptôme d'infection au covid-19 ;
- 2° qu'il n'a pas connaissance d'avoir été en contact avec un cas confirmé de covid-19 dans les quatorze jours précédant la traversée ;
- 3° s'il est âgé de onze ans ou plus, qu'il accepte qu'un test ou un examen biologique de dépistage virologique de détection du SARS-CoV-2 puisse être réalisé à son arrivée sur le territoire national. Pour l'application du présent 3°, les seuls tests pouvant être réalisés sont ceux permettant la détection de la protéine N du SARS-CoV-2 ;
- 4° qu'il s'engage à respecter un isolement prophylactique de sept jours après son arrivée en France métropolitaine et, s'il est âgé de onze ans ou plus, à réaliser, au terme de cette période, un examen biologique de dépistage virologique permettant la détection du SARS-CoV-2.

Pour les mineurs, cette déclaration peut être signée par le représentant légal.

À défaut de production de ces documents (résultat d'examen et déclaration sur l'honneur), l'accès au moyen de transport sera refusé.

Les personnes étrangères non résidentes de onze ans ou plus qui se présenteront à la frontière en provenance de ces pays, hors ressortissants des États membres de l'espace européen et dont il apparaîtrait qu'elles n'ont pas présenté le résultat du test susmentionné, pourront faire l'objet d'une procédure de non admission sur le territoire national.

Les passagers arrivant de ces pays peuvent exceptionnellement être autorisés à embarquer s'ils sont munis d'une dispense délivrée par l'ambassade de France ou les consulats généraux français, permettant de les exempter de l'obligation de présentation du résultat d'un examen biologique de dépistage virologique réalisé moins de 72 heures avant l'embarquement ne concluant pas à une contamination par la covid-19.

Dans les pays où les tests de dépistage virologique permettant la détection de la protéine N du SARS-CoV-2 sont disponibles, la dispense n'est valable qu'accompagnée du résultat d'un tel test réalisé moins de 72 heures avant l'embarquement et ne concluant pas à une contamination par le covid-19, le résultat devant être présenté à la compagnie de transport avec la dispense.

Les motifs et conditions de la dispense sont les suivants :

1°) dispense pour motifs impérieux : lorsque le passager dispose d'un motif impérieux de voyage et que la production d'un test PCR négatif dans un délai raisonnable au regard de ce motif est objectivement impossible, il est possible d'octroyer une dispense de la production d'un tel test en contrepartie de l'obligation d'effectuer un isolement prophylactique d'une durée de sept jours dans l'un des établissements désignés par le préfet du lieu d'arrivée et de se faire tester au terme de celui-ci, sur présentation d'un justificatif de réservation ;

Les motifs impérieux de déplacement en France, qui doivent être dûment justifiés et documentés, sont :

- motif médical impérieux lorsque les soins ne sont pas accessibles sur le territoire étranger ;
- impossibilité légale ou économique de rester sur le territoire étranger ;
- protection de l'enfance et la lutte contre les déplacements illicites d'enfants à l'étranger ;
- protections des victimes de violences intrafamiliales.

2°) dispense en cas de force majeure : en cas de force majeure et lorsque la production d'un test PCR négatif dans un délai compatible avec cette circonstance est objectivement impossible, l'ambassade de France et les consulats généraux français peuvent octroyer une dispense permettant d'éviter à la fois l'obligation de présentation du résultat du test et l'engagement de respecter un isolement prophylactique.

Les cas de force majeure doivent être dûment justifiés et documentés :

- décès d'un parent en ligne directe ;
- urgence médicale vitale.

Par dérogation :

1°) les unités militaires en fin de séjour sur les théâtres étrangers situés dans les pays figurant à l'annexe 2 bis du décret du 29 octobre 2020 modifié peuvent se faire tester à leur arrivée sur le territoire national ;

2°) les personnels de l'État effectuant des missions liées à l'exercice de prérogative de puissance publique ne pouvant être reportées, répondant à des motifs impérieux et dont l'organisation est incompatible avec les obligations de test et d'isolement imposées par le décret du 29 octobre 2020 modifié peuvent être dispensés du respect de ces obligations ;

3°) les professionnels du transport routier sont exonérés de l'obligation de s'engager à respecter une quarantaine prophylactique imposée par le décret du 29 octobre 2020 modifié à toute personne arrivant sur le territoire par voie maritime.

2.2.2. Pays figurant à l'annexe 2 *ter* du décret du 29 octobre 2020 modifié

En application des articles 6 et 11 du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 modifié, les personnes de onze ans ou plus arrivant sur le territoire métropolitain par transport public maritime ou aérien depuis un pays étranger mentionné sur la liste figurant en annexe 2 *ter* qui ne peuvent présenter le résultat d'un test ou d'un examen biologique de dépistage virologique réalisé moins de 72 heures avant le vol ne concluant pas à une contamination par le covid-19 sont dirigées à leur arrivée à l'aéroport vers un poste de contrôle sanitaire permettant la réalisation d'un tel examen. Les seuls tests antigéniques pouvant être valablement présentés pour l'application du présent alinéa sont ceux permettant la détection de la protéine N du SARS-CoV-2.

Tout passager quel que soit son âge doit en outre présenter à l'entreprise de transport, avant son embarquement, une déclaration sur l'honneur attestant :

- 1° qu'il ne présente pas de symptôme d'infection au covid-19 ;
- 2° qu'il n'a pas connaissance d'avoir été en contact avec un cas confirmé de covid-19 dans les quatorze jours précédant la traversée ;
- 3° s'il est âgé de onze ans ou plus, qu'il accepte qu'un test ou un examen biologique de dépistage virologique de détection du SARS-CoV-2 puisse être réalisé à son arrivée sur le territoire national. Pour l'application du présent 3°, les seuls tests pouvant être réalisés sont ceux permettant la détection de la protéine N du SARS-CoV-2 ;
- 4° qu'il s'engage à respecter un isolement prophylactique de sept jours après son arrivée en France métropolitaine et, s'il est âgé de onze ans ou plus, à réaliser, au terme de cette période, un examen biologique de dépistage virologique permettant la détection du SARS-CoV-2.

Pour les mineurs, cette déclaration peut être signée par le représentant légal.

Pour les personnes de onze ans ou plus qui se présenteront à la frontière en provenance de ces pays, sans avoir présenté le résultat du test susmentionné, un test de dépistage de l'infection à la covid-19 sera effectué à l'arrivée par les services mandatés par le préfet territorialement compétent. En cas de refus de prélèvement ou de test positif, le préfet prescrira, aux conditions prévues aux articles L. 3131-17 et R. 3131-19 à R. 3131-25 du code de la santé publique la mise en quarantaine ou, le cas échéant, le placement et le maintien en isolement de ces personnes.

3. Les mesures spécifiques en vigueur dans les territoires ultramarins

3.1. Déplacements vers les territoires ultramarins ne faisant pas l'objet de restrictions spécifiques en application de l'article 10 du décret du 16 octobre 2020²

La liste des catégories de personnes autorisées à entrer dans ces territoires ultramarins en provenance de pays extérieurs à l'espace européen identifiés comme zones de circulation de l'infection du SARS-CoV-2 ou y ayant séjourné au cours du mois précédant leur départ est établie comme suit :

- ressortissant de nationalité française, ainsi que son conjoint (marié, pacsé, concubin sur présentation de justificatifs de communauté de vie) et ses enfants ;
- ressortissant de l'Union européenne ou ressortissant andorran, , islandais, liechtensteinois, monégasque, norvégien, suisse, de Saint-Marin et du Vatican, , ainsi que son conjoint (marié, pacsé, concubin sur présentation de justificatifs de communauté de vie) et ses enfants ;
- ressortissant britannique et membres de sa famille bénéficiaires de l'accord de retrait du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord de l'Union européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique
- ressortissant de pays tiers, titulaire d'un titre de séjour ou d'un visa de long séjour français ou européen en cours de validité, ayant sa résidence principale en France ou qui rejoint, en transit par la France, son domicile dans un pays de l'Union européenne ou assimilé ;
- ressortissant de pays tiers, en transit sur le territoire de moins de 24 heures en zone internationale ;
- titulaire de passeport officiel ;
- ressortissant étranger en fonctions dans une mission diplomatique ou consulaire, ou une organisation internationale ayant son siège ou un bureau en France, de même que son conjoint et ses enfants ;
- professionnel de santé étranger concourant à la lutte contre la covid-19 ou recruté en qualité de stagiaire associé ;
- équipage ou personnel étranger exploitant des vols passagers et cargo, ou voyageant comme passager pour se positionner sur sa base de départ ou se former ;
- membre d'équipage ou personne exploitant un navire de commerce ou de pêche ;
- professeur ou chercheur employé ou invité par un établissement d'enseignement ou un laboratoire de recherche français qui se déplace à des fins d'études et d'enseignement;

² Décret n° 2020-1262 du 16 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire maintenu en vigueur dans les conditions fixées par l'article 55 du décret du 29 octobre.

- ressortissant de pays tiers disposant d'un VLS « passeport Talent » ou d'un VLS « salarié détaché ICT » ainsi que son conjoint et ses enfants ;
- ressortissant étranger se rendant dans un territoire ultramarin pour recevoir des soins dans un établissement hospitalier public ou privé.
- ressortissant de pays tiers titulaire d'un visa de long séjour délivré au titre du regroupement familial ou de la réunification familiale des réfugiés, bénéficiaires de la protection subsidiaire et apatrides.

Pour voyager vers ces territoires, toute personne doit être munie de l'attestation « de déplacement vers les territoires outre-mer non soumis aux motifs impérieux », téléchargeable sur le site du ministère de l'intérieur, ainsi que d'une déclaration sur l'honneur dont le contenu est défini ci-après (par commodité, cette déclaration a été couplée sur le site du ministère de l'intérieur avec l'attestation de déplacement).

La responsabilité d'autoriser à titre dérogatoire l'entrée sur le territoire à des ressortissants étrangers en provenance de pays extérieurs à l'espace européen identifiés comme zones de circulation de l'infection du SARS-CoV-2 ou y ayant séjourné au cours du mois précédant leur départ ne rentrant pas dans la liste des catégories autorisées à entrer mentionnées ci-dessus est exercée par le représentant de l'État dans chaque territoire.

3.2. Déplacements vers les territoires ultramarins faisant l'objet de restrictions spécifiques en application de l'article 10 du décret du 16 octobre 2020

3.2.1. Mesures générales

Pour voyager vers ces territoires (Polynésie française, Nouvelle-Calédonie, Wallis-et-Futuna, visés au I de l'article 10 du décret du 16 octobre 2020 modifié, et collectivités pour lesquelles le représentant de l'État a pris un arrêté sur le fondement du III du même article ou du VII de l'article 6), tout ressortissant étranger en provenance de pays extérieurs à l'espace européen identifiés comme zones de circulation de l'infection du SARS-CoV-2 ou y ayant séjourné au cours du mois précédant leur départ doit être muni de « l'attestation dérogatoire de déplacement vers les territoires ultramarins imposant des motifs impérieux », téléchargeable sur le site du ministère de l'intérieur, qui doit être accompagnée également des pièces justifiant le déplacement.

Les motifs de droit commun sont :

- motif impérieux d'ordre personnel ou familial ;
- motif de santé relevant de l'urgence ;
- motif professionnel ne pouvant être différé.

La responsabilité d'autoriser à titre dérogatoire l'entrée sur le territoire à des ressortissants étrangers en provenance de pays identifiés comme zones de circulation de l'infection du SARS-CoV-2 ou y ayant séjourné au cours du mois précédant leur départ ne rentrant pas dans la liste des catégories autorisées à entrer mentionnées ci-dessus est exercée par le représentant de l'État dans chaque territoire.

Les ressortissants étrangers provenant d'un pays inscrit sur la liste verte (cf. 2.1. de la présente instruction) ne font l'objet d'aucune restriction.

3.2.2. Le cas particulier de la Polynésie française et de la Nouvelle-Calédonie

Pour les déplacements vers la Polynésie française et la Nouvelle-Calédonie, la liste des motifs, mentionnés ci-dessus, de nature à justifier les déplacements est susceptible d'être complétée en fonction des circonstances locales, à l'instar de ce que prévoit le II de l'article 10 du décret du 16 octobre 2020 pour le transport aérien vers ou en provenance de la métropole.

La consultation des sites des hauts-commissariats ainsi que des compagnies aériennes est vivement conseillée.

3.2.3. Le cas particulier des autres territoires ultramarins faisant l'objet de restrictions spécifiques

Les représentants de l'État sont habilités par le VII de l'article 6 du décret du 16 octobre 2020 modifié et par le III de l'article 10 du même décret à interdire les déplacements de personnes par transport public maritime ou aérien autres que ceux fondés sur des motifs impérieux d'ordre personnel ou familial, de santé relevant de l'urgence ou professionnels, lorsque les circonstances locales l'exigent. Ils prennent de telles mesures par des arrêtés qui font l'objet d'une publication au registre des actes administratifs des préfectures et hauts-commissariats. Corrélativement, les déplacements en provenance de pays extérieurs à l'espace européen identifiés comme zones de circulation de l'infection du SARS-CoV-2 ou y ayant séjourné au cours du mois précédant sont limités dans la même mesure. La consultation des sites des préfectures, du Gouvernement ainsi que des compagnies aériennes est vivement conseillée.

3.3. Les tests et déclarations sur l'honneur

3.3.1. Transports maritimes

En application de l'article 6 du décret du 16 octobre 2020 modifié, les personnes de onze ans ou plus souhaitant se déplacer par transport maritime à destination de l'une des collectivités mentionnées à l'article 72-3 de la Constitution présentent le résultat d'un examen biologique de dépistage virologique réalisé moins de 72 heures avant la traversée ne concluant pas à une contamination par le covid-19.

Cette obligation s'applique pas aux déplacements par transport maritime en provenance de l'une des collectivités mentionnées à l'article 72-3 de la Constitution lorsque cette collectivité n'est pas mentionnée dans la liste des zones de circulation de l'infection mentionnée au II de l'article L. 3131-15 du code de la santé publique.

Tout passager quel que soit son âge doit en outre présenter à l'entreprise de transport maritime, avant son embarquement, une déclaration sur l'honneur attestant :

- 1° qu'il ne présente pas de symptôme d'infection au covid-19 ;
- 2° qu'il n'a pas connaissance d'avoir été en contact avec un cas confirmé de covid-19 dans les quatorze jours précédant la traversée ;
- 3° s'il est âgé de onze ans ou plus, qu'il accepte qu'un test ou un examen biologique de dépistage virologique de détection du SARS-CoV-2 puisse être réalisé à son

arrivée sur le territoire national. Pour l'application du présent 3°, les seuls tests pouvant être réalisés sont ceux permettant la détection de la protéine N du SARS-CoV-2 ;

- 4° qu'il s'engage à respecter un isolement prophylactique de sept jours après son arrivée dans l'une des collectivités de l'article 73 de la Constitution, à Saint-Martin, Saint-Barthélemy ou Saint-Pierre-et-Miquelon et, s'il est âgé de onze ans ou plus, à réaliser, au terme de cette période, un examen biologique de dépistage virologique permettant la détection du SARS-CoV-2.

Pour les mineurs, cette déclaration peut être signée par le représentant légal.

À défaut de présentation de ces documents (résultat d'examen et déclaration sur l'honneur), l'embarquement est refusé et le passager est reconduit à l'extérieur des espaces concernés.

3.3.2. Transports aériens

En application de l'article 11 du décret du 16 octobre 2020 modifié, les personnes de onze ans ou plus souhaitant se déplacer par transport public aérien à destination de l'une des collectivités mentionnées à l'article 72-3 de la Constitution présentent le résultat d'un examen biologique de dépistage virologique réalisé moins de 72 heures avant le vol ne concluant pas à une contamination par le covid-19. Cette obligation ne s'applique pas aux déplacements par transport public aérien en provenance de l'une des collectivités mentionnées à l'article 72-3 de la Constitution lorsque cette collectivité n'est pas mentionnée dans la liste des zones de circulation de l'infection mentionnée au II de l'article L. 3131-15 du code de la santé publique.

Tout passager quel que soit son âge doit en outre présenter à l'entreprise de transport aérien, avant son embarquement, une déclaration sur l'honneur attestant :

- 1° qu'il ne présente pas de symptôme d'infection au covid-19 ;
- 2° qu'il n'a pas connaissance d'avoir été en contact avec un cas confirmé de covid-19 dans les quatorze jours précédant le vol ;
- 3° s'il est âgé de onze ans ou plus, qu'il accepte qu'un test ou un examen biologique de dépistage virologique de détection du SARS-CoV-2 puisse être réalisé à son arrivée sur le territoire national. Pour l'application du présent 3°, les seuls tests pouvant être réalisés sont ceux permettant la détection de la protéine N du SARS-CoV-2 ;
- 4° s'agissant des vols mentionnés au II, qu'il s'engage à respecter un isolement prophylactique de sept jours après son arrivée dans l'une des collectivités de l'article 73 de la Constitution, à Saint-Martin, Saint-Barthélemy et Saint-Pierre-et-Miquelon et, s'il est âgé de onze ans ou plus, à réaliser, au terme de cette période, un examen biologique de dépistage virologique permettant la détection du SARS-CoV-2.

Pour les mineurs, cette déclaration peut être signée par le représentant légal.

À défaut de présentation de ces documents (résultat d'examen et déclaration sur l'honneur), l'embarquement est refusé et le passager est reconduit à l'extérieur des espaces concernés.

Pour les mineurs, cette déclaration peut être signée par le représentant légal.

3.3.3. Transports terrestres à destination de la Guyane

En application de l'article 15-1 du décret du 16 octobre 2020, toute personne se déplaçant par transport terrestre à destination de la Guyane en provenance du Brésil présente, à l'entrée sur le territoire :

1° Si elle est âgée de onze ans ou plus, le résultat d'un examen biologique de dépistage virologique réalisé moins de 72 heures avant son déplacement ne concluant pas à une contamination par le covid-19 ;

2° Une déclaration sur l'honneur attestant :

- qu'elle ne présente pas de symptôme d'infection au covid-19 ;
- qu'elle n'a pas connaissance d'avoir été en contact avec un cas confirmé de covid-19 dans les quatorze jours précédant son arrivée ;
- si elle est âgée de onze ans ou plus, qu'elle accepte qu'un test ou un examen biologique de dépistage virologique de détection du SARS-CoV-2 puisse être réalisé son arrivée sur le territoire national. Pour l'application du présent alinéa, les seuls tests pouvant être réalisés sont ceux permettant la détection de la protéine N du SARS-CoV-2 ; - qu'elle s'engage à respecter un isolement prophylactique de sept jours après son arrivée et, si elle est âgée de onze ans ou plus, à réaliser, au terme de cette période, un examen biologique de dépistage virologique permettant la détection du SARS-CoV-2.

Pour les mineurs, cette déclaration peut être signée par le représentant légal.

3.3.4. Transports depuis Mayotte, la Guyane ou la Réunion vers tout autre point du territoire national

En application de l'article 57-1 du décret du 16 octobre 2020 modifié, toute personne se déplaçant depuis Mayotte, la Guyane ou la Réunion vers tout autre point du territoire national présente, à l'entreprise de transport, avant son embarquement :

1° si elle est âgée de onze ans ou plus, le résultat d'un examen biologique de dépistage virologique réalisé moins de 72 heures avant le voyage ne concluant pas à une contamination par le covid-19 ;

2° une déclaration sur l'honneur attestant :

- qu'elle ne présente pas de symptôme d'infection au covid-19 ;
- qu'elle n'a pas connaissance d'avoir été en contact avec un cas confirmé de covid-19 dans les quatorze jours précédant son voyage ;

- si elle est âgée de onze ans ou plus, qu'elle accepte qu'un test ou un examen biologique de dépistage virologique de détection du SARS-CoV-2 puisse être réalisé à son arrivée. Pour l'application du présent alinéa, les seuls tests pouvant être réalisés sont ceux permettant la détection de la protéine N du SARS-CoV-2 ;
- qu'elle s'engage à respecter un isolement prophylactique de sept jours après son arrivée et, si elle est âgée de onze ans ou plus, à réaliser, au terme de cette période, un examen biologique de dépistage virologique permettant la détection du SARS-Cov-2.

Pour les mineurs, cette déclaration peut être signée par le représentant légal.

3.4. Les mesures de quarantaine/d'éloignement

Les mesures sanitaires prévues au 2.2 de la présente instruction sont applicables à l'ensemble des territoires ultramarins.

Des mesures de quarantaine sont actuellement prescrites à l'égard de toute personne qui arrive dans trois territoires : la Nouvelle-Calédonie, Wallis-et-Futuna et Saint-Pierre-et-Miquelon.

4. Cas particulier du Liban

Le dispositif d'admission exceptionnelle prévu par l'instruction n° 6203/SG du 14 août 2020 est maintenu jusqu'à nouvel ordre. Les personnes susceptibles d'être admises sur le territoire national sur cette base devront respecter les mesures sanitaires applicables à la situation du pays au jour du départ.

5. Cas particulier des personnes en provenance du Royaume-Uni

Eu égard à la situation sanitaire exceptionnelle au Royaume-Uni, la présente instruction prévoit des règles dérogatoires en matière d'entrée sur le territoire français pour les personnes en provenance du Royaume-Uni.

5.1. Limitations des motifs de déplacement

La liste des catégories de personnes en provenance du Royaume-Uni et autorisées à entrer sur le territoire métropolitain est établie comme suit :

- ressortissant de nationalité française, ainsi que son conjoint (marié, pacsé, concubin sur présentation de justificatifs de communauté de vie) et ses enfants ;
- ressortissant de l'Union européenne ou ressortissant andorran, , islandais, liechtensteinois, monégasque, norvégien, suisse, de Saint-Marin et du Vatican, ainsi que son conjoint (marié, pacsé, concubin sur présentation de justificatifs de communauté de vie) et ses enfants ;
- ressortissant britannique et membres de sa famille bénéficiaires de l'accord de retrait du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord de l'Union européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique ;
- ressortissant de pays tiers, titulaire d'un titre de séjour ou d'un visa de long séjour français ou européen en cours de validité, ayant sa résidence principale en France ou qui rejoint, en transit par la France, sa résidence principale dans un pays de l'Union européenne ou assimilé ;

- ressortissant de pays tiers, en transit de moins de 24 heures en zone internationale ;
- titulaire de passeport officiel ;
- ressortissant étranger (y compris britannique) en fonctions dans une mission diplomatique ou consulaire, ou une organisation internationale ayant son siège ou un bureau en France, de même que son conjoint et ses enfants ;
- fonctionnaires britanniques dans l'exercice de leurs missions, personnes travaillant pour la police aux frontières, douaniers ;
- professionnel de santé étranger (y compris britannique) concourant à la lutte contre la covid-19 ou recruté en qualité de stagiaire associé ;
- travailleurs du secteur des transports ou prestataires de services de transport, y compris les conducteurs de tout véhicule de transport de marchandises destinées à être utilisées sur le territoire ainsi que de ceux qui ne font que transiter, ou voyageant comme passager pour se positionner sur sa base de départ ou se former ;
- conducteur ou équipier d'autocar ou de train de passagers ;
- personnel du tunnel sous la Manche (notamment pour les missions liées à l'exploitation, à la maintenance, à la sécurité) ou des installations transmanches ;
- membre d'équipage ou personne exploitant un navire de commerce, y compris de croisière, ou de pêche ;
- étudiant titulaire d'un VLS, d'un VCS pour études ou pour stages (hors VCS Concours), ou venant pour moins de 90 jours en provenance d'un pays dispensé de VCS, ou mineur scolarisé, justifiant d'un lieu d'hébergement en France ;
- professeur ou chercheur employé ou invité par un établissement d'enseignement ou un laboratoire de recherche français qui se déplace à des fins d'études et d'enseignement ;
- ressortissant de pays tiers disposant d'un VLS « passeport Talent » ou d'un VLS « salarié détaché ICT » ainsi que son conjoint et ses enfants ;
- ressortissant étranger (y compris britannique) se rendant en France pour recevoir des soins dans un établissement hospitalier public ou privé ;
- ressortissant étranger (y compris britannique) se déplaçant en France dans le cadre de l'exercice d'un droit de garde reconnu par décision de justice ;
- ressortissant d'un pays tiers travailleur humanitaire ou volontaire international ;
- travailleurs frontaliers et détachés.
- ressortissant de pays tiers titulaire d'un visa de long séjour délivré au titre du regroupement familial ou de la réunification familiale des réfugiés, bénéficiaires de la protection subsidiaire et apatrides.

Ces personnes devront être munies d'une attestation de déplacement international dérogatoire dont un modèle est disponible sur le site internet du ministère de l'intérieur. Cette attestation doit être présentée à la compagnie de transport avant le départ et lors des contrôles aux frontières, accompagnée des justificatifs nécessaires. Le défaut de présentation de cette attestation et des justificatifs qui l'accompagnent conduira la compagnie à refuser l'accès au moyen de transport ou, le cas échéant, les garde-frontières à prononcer un refus d'entrée.

Les transporteurs internationaux sont dispensés de la présentation de l'attestation nationale et doivent être en possession du modèle d'attestation européenne publiée au Journal officiel de l'Union européenne du 24 mars 2020.

La responsabilité de délivrer des laissez-passer pour entrer sur le territoire métropolitain à des ressortissants étrangers en provenance du Royaume-Uni ou y ayant séjourné au cours du mois précédant leur départ ne rentrant pas dans la liste des catégories autorisées à entrer sur le territoire national métropolitain mentionnées ci-dessus est exercée par le ministère de l'intérieur (DGEF/DIMM/SDV), le ministère de l'Europe et des affaires étrangères (postes diplomatiques et consulaires) étant responsable de la réception et de l'instruction des demandes, ainsi que de la communication des décisions. Les ressortissants étrangers qui n'appartiennent pas aux catégories dérogatoires précitées et qui doivent se déplacer pour un motif impérieux sont susceptibles de bénéficier de laissez-passer.

5.2. Mesures d'ordre sanitaire

En application de l'article 56-2 du décret du 29 octobre 2020 modifié, depuis le 23 décembre 2020 à zéro heure et jusqu'au 21 février 2021 inclus, toute personne arrivant en France en provenance du Royaume-Uni présente, à l'entreprise de transport, avant son embarquement :

1° une déclaration sur l'honneur attestant :

- qu'elle ne présente pas de symptôme d'infection au covid-19 ;
- qu'elle n'a pas connaissance d'avoir été en contact avec un cas confirmé de covid-19 dans les quatorze jours précédant son trajet ;
- si elle est âgée de onze ans ou plus, qu'elle accepte qu'un test ou un examen biologique de dépistage virologique de détection du SARS-CoV-2 puisse être réalisé à son arrivée sur le territoire national. Pour l'application du présent alinéa, les seuls tests pouvant être réalisés sont ceux permettant la détection de la protéine N du SARS-CoV-2 ;
- qu'elle s'engage à respecter un isolement prophylactique de sept jours après son arrivée sur le territoire national et, si elle est âgée de onze ans ou plus, à réaliser, au terme de cette période, un examen biologique de dépistage virologique permettant la détection du SARS-CoV-2. Le présent alinéa n'est pas applicable aux professionnels du transport routier ;

2° si elle est âgée de onze ans ou plus, le résultat d'un examen biologique de dépistage virologique réalisé sur le territoire britannique moins de 72 heures avant l'embarquement ne concluant pas à une contamination par le covid-19.

Pour l'application du présent 2°, les professionnels du transport routier sont, par dérogation, autorisés à présenter le résultat d'un test antigénique si celui-ci permet la détection de la protéine N du SARS-CoV-2.

À défaut de présentation des documents mentionnés aux 1° et 2°, l'embarquement est refusé et la personne est reconduite à l'extérieur des espaces concernés.

Pour les mineurs, cette déclaration peut être signée par le représentant légal.

Les passagers arrivant du Royaume-Uni peuvent exceptionnellement être autorisés à embarquer s'ils sont munis d'une dispense délivrée par l'ambassade de France ou les consulats généraux français, permettant de les exempter de l'obligation de présentation du résultat d'un examen biologique de dépistage virologique réalisé moins de 72 heures avant l'embarquement ne concluant pas à une contamination par la covid-19.

La dispense n'est valable qu'accompagnée du résultat d'un test de dépistage virologique permettant la détection de la protéine N du SARS-CoV-2 réalisé moins de 72 heures avant l'embarquement et ne concluant pas à une contamination par le covid-19, le résultat devant être présenté à la compagnie de transport avec la dispense.

Les motifs et conditions de la dispense sont les suivants :

1°) dispense pour motifs impérieux : lorsque le passager dispose d'un motif impérieux de voyage et que la production d'un test PCR négatif dans un délai raisonnable au regard de ce motif est objectivement impossible, il est possible d'octroyer une dispense de la production d'un tel test en contrepartie de l'obligation d'effectuer un isolement prophylactique d'une durée de sept jours dans l'un des établissements désignés par le préfet du lieu d'arrivée et de se faire tester au terme de celui-ci, sur présentation d'un justificatif de réservation ;

Les motifs impérieux de déplacement en France, qui doivent être dûment justifiés et documentés, sont :

- motif médical impérieux lorsque les soins ne sont pas accessibles sur le territoire étranger ;
- impossibilité légale ou économique de rester sur le territoire étranger ;
- protection de l'enfance et la lutte contre les déplacements illicites d'enfants à l'étranger ;
- protections des victimes de violences intrafamiliales.

2°) dispense en cas de force majeure : en cas de force majeure et lorsque la production d'un test PCR négatif dans un délai compatible avec cette circonstance est objectivement impossible, l'ambassade de France et les consulats généraux français peuvent octroyer une dispense permettant d'éviter à la fois l'obligation de présentation du résultat du test et l'engagement de respecter un isolement prophylactique.

Les cas de force majeure doivent être dûment justifiés et documentés :

- décès d'un parent en ligne directe ;
- urgence médicale vitale.

Par dérogation :

- 1°) les unités militaires en fin de séjour sur les théâtres étrangers situés dans les pays figurant à l'annexe 2 bis du décret du 29 octobre 2020 modifié peuvent se faire tester à leur arrivée sur le territoire national ;
- 2°) les personnels de l'État effectuant des missions liées à l'exercice de prérogative de puissance publique ne pouvant être reportées, répondant à des motifs impérieux et dont l'organisation est incompatible avec les obligations de test et d'isolement imposées par le décret du 29 octobre 2020 modifié peuvent être dispensés du respect de ces obligations ;

- 3°) les fonctionnaires français effectuant des missions essentielles liées au contrôle de la frontière française située au Royaume-Uni, les fonctionnaires britanniques effectuant des missions essentielles liées à la frontière britannique située en France, les personnels indispensables au bon fonctionnement des infrastructures ferroviaires ou portuaires situées de part et d'autre de la frontière franco-britannique sont exemptés dans l'exercice de leurs fonctions des obligations énoncées à l'article 56-2 du décret du 29 octobre 2020 modifié et rappelées par le présent 5.2.

6. Cas particulier des routiers en provenance d'Irlande

En application de l'article 56-4 du décret du 29 octobre 2020 modifié, à compter du 28 janvier 2021, temporairement et jusqu'à nouvel ordre, les professionnels du transport routier souhaitant se déplacer à destination du territoire métropolitain par voie maritime depuis l'Irlande présentent à l'embarquement le résultat d'un test ou d'un examen biologique de dépistage virologique réalisé moins de 72 heures avant la traversée ne concluant pas à une contamination par le covid-19.

Les seuls tests antigéniques pouvant être valablement présentés dans ce cas sont ceux permettant la détection de la protéine N du SARS-CoV-2.



Jean CASTEX